

Revue européenne  
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

**Revue européenne des sciences sociales**

European Journal of Social Sciences

**Comptes rendus en prépublication**

---

Edouard DELRUELLE, *Philosophie de l'État social*

Luna Morcillo

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/ress/10104>

ISSN : 1663-4446

**Éditeur**

Librairie Droz

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International  
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

---

# Edouard DELRUELLE, *Philosophie de l'État social*

Luna Morcillo

---

## RÉFÉRENCE

Edouard DELRUELLE, 2020, *Philosophie de l'État social*, Paris, Kimé, 358 p.

- 1 L'État social n'est pas un reliquat bureaucratique mais, au contraire, un outil de lutte contre le capitalisme qu'il conviendrait de réinvestir politiquement et penser philosophiquement. Voici en quelques mots le propos tenu par Édouard Delruelle dans son ouvrage *Philosophie de l'État social*. Le livre poursuit ainsi un double agenda assumé visant à déployer une philosophie politique d'inspiration hégélienne et dont la démarche serait mue par une volonté de critique et de transformation sociales. La thèse principale du livre fait alors de l'État social une institution anticapitaliste à l'épicentre des conflits politiques contemporains (p. 37). Delruelle dépeint ainsi l'État social comme la victoire la plus éclatante du socialisme par le déplacement de la question de l'organisation de la production économique vers la question des formes de reproduction de la société prise dans son entièreté.
- 2 L'ouvrage s'articule en trois parties qui vont tour à tour explorer la notion d'État social, remettre en perspective celle de la « civilisation capitaliste » et réfléchir aux restructurations nécessaires de l'État social face aux enjeux contemporains. Chaque chapitre s'intéressant à un auteur en particulier, l'ouvrage peut sembler de prime abord fragmenté et scolaire. Toutefois, l'entreprise de cartographie conceptuelle de l'État social menée par l'auteur lui permet de développer une perspective philosophique riche et solide par rapport à l'objet de son étude. Cette opération contribue également à élargir le champ de la philosophie politique s'intéressant à l'État social afin de pallier le désintérêt théorique dont il souffre. Il entend ainsi répondre au « besoin d'une théorie de l'État social qui en reconnaisse certes la dimension instituante, symbolique, mais aussi son caractère contingent et politique,

irréductiblement marqué par les rapports de force entre État, propriété et classe productive » (p. 75). C'est ainsi que l'ouvrage s'inscrit dans un projet politique exigeant une citoyenneté qui ne soit pas uniquement civile ou politique (p. 84). En effet, penser la citoyenneté sociale comme troisième dimension de la démocratie permet de concevoir l'État social comme la condition de nos sociétés. Delruelle emprunte alors à Constantino Mortati son concept de constitution matérielle qu'il utilise de manière particulièrement éclairante car c'est au travers de ce concept que Delruelle tente d'édifier l'État social. Cette constitution matérielle décrit un « régime réel du droit [...] toujours sous-jacent au régime "formel" de la constitution » (p. 76), soit les conditions concrètes nécessaires à l'application de la constitution.

- 3 Les mutations de nos sociétés sont également analysées au moyen de ce concept. En effet, leur constitution matérielle depuis les années 1980 est, pour Delruelle, d'ordre national-libéral. Sa caractéristique serait de combiner une politique de désagrégation de l'État et une politique identitaire et ultra-sécuritaire. Cette constitution matérielle nationale-libérale entraînerait une double radicalisation du néolibéralisme. Premièrement, elle provoquerait un basculement du centre de gravité des interventions de l'État. Les mécanismes assurantiels seraient remplacés par des mécanismes assistanciers, ceux-ci eux-mêmes remplacés par des mécanismes pénitentiels. Deuxièmement, l'État social serait jugé insoutenable financièrement et culturellement en raison de son coût trop important et de son ouverture aux personnes immigrées (p. 118). Toutefois, cette double radicalisation n'entraînerait pas un effondrement de l'État social, mais plutôt son évidement et sa substitution, sa dénaturation, par un État sécuritaire. Delruelle livre ainsi une analyse du néolibéralisme comme projet opposé à l'État social qui a le grand mérite de fournir une conceptualisation limpide d'un terme protéiforme, contesté et source d'interprétations discordantes. En s'appuyant sur les textes de Hayek, Delruelle conçoit le néolibéralisme comme un discours, mu par une idéologie fondamentalement conservatrice et autoritaire, qui a spécifiquement pour cible la social-démocratie et son versant institutionnel, l'État social (p. 105).
- 4 La deuxième partie de l'ouvrage s'interroge ensuite sur la nature de notre « civilisation » capitaliste en s'associant aux écrits de Nancy Fraser. Delruelle lui reprend le terme de luttes-frontières que Fraser propose pour penser les luttes (féministes, écologistes, antiracistes, etc.) dont la logique est hétérogène au capitalisme. Ce terme s'enracine dans la contradiction fondamentale du capitalisme qui veut que les sphères non marchandes, qui le fragilisent, soient la condition de sa perpétuation et de l'exploitation des travailleurs, tout en développant une tendance à les faire disparaître à travers la marchandisation de toutes les sphères sociales (p. 154). L'idée imagée de luttes-frontières signifie donc que « toute contestation du capitalisme est vouée à prendre appui sur les structures et divisions mêmes qui le rendent possible, à travers les luttes-frontières qui peuvent être tantôt "affirmatives", quand elles visent à préserver les sphères non économiques de possibilité de l'ordre social capitaliste, tantôt "transformatives" quand elles visent à reconfigurer (re-draw) les frontières institutionnelles sur lesquelles ces frontières reposent » (p. 156-157).
- 5 Il s'agit donc de faire converger les luttes sociales et les luttes culturelles en vue de contrer le processus de « dé-civilisation » capitaliste provoqué par la mise en état de vulnérabilité des individus privés de supports d'existence (tels que pensés par Robert Castel) non-marchands durables. L'enrayement de ce processus de dé-civilisation ne

nécessite pas pour Delruelle un grand récit de l'émancipation ou de la révolte mais exige une conception du *care* à apporter à l'autre vulnérable et la conservation des supports conditionnants de son existence. Delruelle nomme ainsi *socialisme de la finitude* cette « forme de conscience politique qui n'est plus la croyance dans le progrès, l'adhésion à un grand récit de l'émancipation universelle, mais la préservation des conditions relationnelles, "transindividuelles" de toute émancipation concrète des individus » (p. 211). Il s'agit donc, d'une part, de la reconnaissance des conditions tant sociales qu'écologiques, culturelles et éthiques des mouvements et évolutions historiques et, d'autre part, de la conscience de l'ancrage institutionnel de ces conditions. Delruelle s'inscrit donc dans une voie de réengagement des institutions affirmant l'impossibilité d'une *tabula rasa* de la société existante et préconisant l'entretien et la transformation de ces conditions sociales et historiques. Il se fait ainsi l'écho de Chantal Mouffe pour qui le choix réel ne se situe pas pour les mouvements sociaux militants entre révolution ou réforme mais entre désertion ou réinvestissement des institutions faisant de celles-ci la traduction « constitutionnelle-matérielle » de leurs revendications. Delruelle reprend également les analyses d'Axel Honneth pour qui les dimensions pathologiques de notre société proviennent de la déstructuration par le néolibéralisme des institutions particulières de l'État social, entraînant un déni de reconnaissance des individus pour lesquels le garant de leur liberté sociale se dissout (p. 216).

- 6 Dans la troisième partie du livre, Delruelle se penche alors sur la restructuration nécessaire de l'État social face aux enjeux actuels reformulés en tant que luttes-frontières. Pour ce faire, il est nécessaire, selon l'auteur, de faire converger et d'articuler lutte de « classes », de « race » et de « genre ». Chaque lutte étant reconnue dans sa singularité, il n'est pas ici question de les « subsumer dans un universalisme abstrait » (p. 249). L'objectif est alors de les faire converger de manière à former une « force hégémonique émancipatrice » au sens gramscien de terme. En accord avec les analyses de Gérard Duménil et Dominique Lévy et leur hypothèse d'une structure de la société capitaliste triadique et non plus dyadique, la classe « cadriste » aurait ainsi émergé sans se confondre avec la classe capitaliste ni avec les classes populaires. Il s'agit d'une classe sociologiquement hétérogène suivant des intérêts politiques distincts qui, par sa fonction « organisatrice », agirait dans le champ politique comme un agent autonome (p. 253). Nous serions par ailleurs dans une séquence historique où se serait formée une alliance « populiste » entre la classe capitaliste et la frange autochtone masculine des classes populaires contre la classe cadriste.
- 7 Delruelle prône donc un scénario social-démocrate alliant protection et émancipation en vue de se dresser contre la dé-civilisation nationale-libérale moyennant trois conditions : la convergence des luttes de classe, de genre et de race ; l'alliance avec la classe cadriste ; et la défense et la relance de l'État social. La concrétisation de ce scénario passera forcément par un nouveau pacte social et écologique. Ce nouveau Pacte social devra ouvrir un « espace du politique où les groupes dominés puissent exprimer leur capacité dissensuelle » (p. 259). Il ne s'agit donc pas d'éliminer le capitalisme, mais plutôt d'éradiquer toute forme violente de domination. En effet, la dé-civilisation capitaliste se constitue par la violence à la fois ultra-objective (qui est celle de la marchandisation de l'humain) et ultra-subjective (qui va se représenter une catégorie de population comme incarnation du mal) (p. 173). Delruelle penche donc du côté d'un compromis agonistique avec la classe capitaliste en tant qu'adversaire et non comme ennemi. Dans cette perspective, Delruelle rejette Carl Schmitt et suit Chantal

Mouffe en considérant le social comme un agonisme entre adversaires plutôt qu'un antagonisme entre amis/ennemis. En effet, cet agonisme suppose un espace démocratique commun et une fidélité minimale envers les règles qui instaurent cet espace, soit, en d'autres termes, un pacte social ou une constitution matérielle, tels que l'entend Delruelle (p. 261).

- 8 L'enjeu principal pour ce pacte social « conçu comme la conscience réfléchie entre les rapports sociaux » est alors de l'ancrer dans un nouveau paradigme théorique qui ne soit ni libéral ni communiste (p. 257). Il s'agit ainsi dans ce pacte de prêter attention tant à la constitution formelle qu'à la constitution matérielle de la société. Et dans cette constitution matérielle, il est urgent d'inclure le non-humain dans la sphère des relations conditionnantes et d'intégrer le *care* dans une logique de service public garantissant l'accès aux soins de qualité ainsi que des droits et une protection à ceux qui prestent ces soins en les reconnaissant comme socialement utiles (p. 298).
- 9 Malgré le profond intérêt du travail réalisé par Delruelle en vue de la réappropriation de l'État social comme objet politique et philosophique majeur, nous devons néanmoins pointer une certaine faiblesse quant aux perspectives concrètes de cette constitution matérielle d'un État social écologique. Il dénombre aussi cinq thématiques auxquelles l'État social devra se confronter pour réussir sa mue (l'égalité entre hommes et les femmes par l'individualisation des prestations sociales ; l'offre de protections adaptées aux nouvelles formes d'emploi de la « société hyperindustrielle » ; la sortie du productivisme ; et l'intégration des migrants par une politique commune au niveau international) sans pour autant donner de réelle matérialité à cette constitution. Il semble alors que l'objectif politique, voire programmatique, de l'auteur reste moins abouti que son objectif théorique qui, au travers d'un travail d'exploration d'une grande conséquence, réussit à conférer à l'État social ses lettres de noblesses philosophiques. Delruelle précise que l'État social n'est, finalement, pas la solution mais la condition de tout projet de civilisation qui aspire à transformer la société dans un sens « socialiste ».

---

## AUTEURS

LUNA MORCILLO

Centre de théorie politique, Université libre de Bruxelles